***MODELE D'ARRETE DU CONSEIL COMMUNAL***

**Transaction immobilière – octroi droit superficie**

LE CONSEIL COMMUNAL

vu un rapport du service ……, du ….

vu le préavis favorable de la Commission ……….

vu la loi sur les finances de l'Etat et des communes (LFinEC), du 24 juin 2014,

vu la loi sur les communes (LCo), du 21 décembre 1964,

arrête:

**Article premier**  La Commune de ….. est autorisée à octroyer à .... un droit de superficie distinct et permanent, d'une durée de .... (*minimum 30 ans - maximum 100 ans*), sur une parcelle de terrain de .... m2, à détacher du (*ou formant le*) bien-fonds .... du cadastre de ...., moyennant un prix au m2 de .... francs (*ou une rente annuelle de .... francs*).

**Art. 2**Tous frais d'actes, de plans, d'extraits de cadastre, etc., sont à la charge de .....

**Art. 3**Le Conseil communal signera l'acte authentique de constitution du droit de superficie.

**Art. 4**Le présent arrêté sera soumis à la sanction du Conseil d'Etat.

............, le

AU NOM DU CONSEIL COMMUNAL